

## DECISION

### STATUANT SUR UNE OPPOSITION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE

**Vu** le règlement (CE) n° 207/2009 modifié par le Règlement (UE) n°2015/2424 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 ;

**Vu** le Code de la propriété intellectuelle et notamment ses articles L. 411-4, L. 411-5, L. 712-3 à L. 712-5, L. 712-7, L. 713-2, L. 713-3, R. 411-17, R. 712-13 à R. 712-18, R. 712-21, R. 712-26, R. 717-1, R. 717-3, R. 717-5, R. 717-6 et R. 718-2 à R. 718-4.

**Vu** l'arrêté du 24 avril 2008 modifié, relatif aux redevances de procédure perçues par l'Institut national de la propriété industrielle.

**Vu** la décision modifiée n° 2014-142 bis du Directeur Général de l'Institut National de la Propriété Industrielle relative aux conditions de présentation et au contenu du dossier des demandes d'enregistrement de marques.

**Vu** la décision n° 2016-69 du Directeur Général de l'Institut National de la Propriété Industrielle relative aux modalités de la procédure d'opposition à enregistrement d'une marque.

#### I.- FAITS ET PROCEDURE

Madame C A a déposé le 27 mars 2019, la demande d'enregistrement n° 4537635 portant sur le signe complexe ALKÉ.

Ce signe est destiné à distinguer notamment les produits suivants : « *Cuir ; malles et valises ; parapluies et parasols ; cannes ; fouets ; sellerie ; portefeuilles ; porte-monnaie ; porte-cartes de crédit [portefeuelles] ; sacs ; coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits « vanity cases » ; Sacs de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Vêtements ; chaussures ; chapellerie ; chemises ; vêtements en cuir ; ceintures (habillement) ; fourrures (vêtements) ; gants (habillement) ; foulards ; cravates ; bonneterie ; chaussettes ; chaussons ; chaussures de plage ; chaussures de ski ; chaussures de sport ; sous-vêtements ; Vêtements de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Maillot de football ; Chaussettes de football ; Legging ; Jogging ; Veste de survêtements ; Sweat-shirt ; Crampons de football ; Short de football ; Survêtements ; Veste de sport* ».

Le 18 juin 2019, la société MULINO ROSSO S.P.A (société de droit italien) a formé opposition à l'enregistrement de cette marque.

La marque antérieure invoquée dans cet acte est la marque verbale de l'Union européenne AKÉ, déposée le 24 juillet 2012 et enregistrée sous le n°11064921.

Cet enregistrement porte notamment sur les produits suivants : « *Cuir ; Malles et valises; Parapluies et parasols; Cannes; Fouets et sellerie; Coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits "vanity cases"; Sacs de sport; Porte-cartes [portefeuilles]; Sacs à main; Sacs [enveloppes, pochettes] en cuir pour l'emballage; Sacs de campeurs; Sacs de plage; Sacs de voyage; Sacs d'alpinistes; Sacs à provisions; Sacs à roulettes; Sacs-housses pour vêtements pour le voyage; Sacs à dos ; Vêtements, chaussures, chapellerie; Vêtements en cuir; Sous-vêtements; Chaussures de sport; Chaussons; Chaussettes; Chemises; Ceintures [habillement]; Cravates; Foulards; Gants [habillement]; Leggings [pantalons]; Bonneterie; Fourrures [vêtements]; Chaussures de plage; Chaussures de football; Chaussures de ski* ».

L'opposition a été notifiée à la déposante le 25 juin 2019. Cette notification lui impartissait un délai au 6 septembre 2019 pour présenter des observations en réponse à l'opposition.

Le 2 septembre 2019, la déposante a présenté des observations en réponse à l'opposition. Dans ses observations, le titulaire de la demande d'enregistrement a invité la société opposante à produire des preuves d'usage de la marque antérieure. Suite à cette invitation qui lui a été notifiée le jour même, des pièces ont été fournies par la société opposante dans le délai imparti et transmises à la déposante par l'Institut en application du principe du contradictoire.

Le 15 octobre 2019, l'Institut a adressé aux parties un projet de décision établi au vu de l'opposition et des observations en réponse.

La déposante a contesté le bien-fondé du projet de décision.

Toutefois, en raison d'une action engagée devant l'EUIPO à l'encontre de la marque antérieure invoquée à l'appui de l'opposition, la procédure d'opposition a été suspendue, ce dont les parties ont été averties par courriers en date du 19 novembre 2019.

Cette action ayant pris fin par une décision de l'EUIPO prononçant sa déchéance partielle à compter du 14 novembre 2019, la procédure d'opposition a repris, ce dont les parties ont été averties par notification en date du 7 mai 2021.

## **II.- ARGUMENTS DES PARTIES**

### **A.- L'OPPOSANTE**

La société MULINO ROSSO S.P.A fait valoir, à l'appui de son opposition, les arguments exposés ci-après.

#### **Sur la comparaison des produits**

Les produits de la demande d'enregistrement contestée, objets de l'opposition, sont identiques et similaires aux produits invoqués de la marque antérieure.

#### **Sur la comparaison des signes**

La demande d'enregistrement contestée constitue l'imitation de la marque antérieure invoquée.

## B.- LE TITULAIRE DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT CONTESTEE

Dans ses observations en réponse à l'opposition, la déposante conteste la comparaison de certains des produits ainsi que celle des signes.

Dans ses observations contestant le bien-fondé du projet de décision, la déposante fait valoir que les pièces produites par la société opposante ne permettent pas d'établir l'exploitation de la marque antérieure invoquée, et conteste tant la comparaison de certains des produits que celle des signes.

## III. - DECISION

### A.- SUR LA PRODUCTION DE PIECES PROPRES A ETABLIR QUE LA DECHEANCE DE LA MARQUE POUR DEFAUT D'EXPLOITATION N'EST PAS ENCOURUE

**CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L. 714-5 du Code de la propriété intellectuelle, « *Encourt la déchéance de ses droits le propriétaire de la marque qui, sans justes motifs, n'en a pas fait un usage sérieux, pour les produits et services visés dans l'enregistrement, pendant une période ininterrompue de cinq ans. Est assimilé à un tel usage ... l'usage fait avec le consentement du propriétaire de la marque...* » ;

**Qu'**aux termes de l'article R. 712-17 du code précité, en vigueur au jour où l'opposition a été formée, « *Le titulaire de la demande d'enregistrement peut, dans ses premières observations en réponse, inviter l'opposant à produire des pièces propres à établir que la déchéance de ses droits pour défaut d'exploitation n'est pas encourue. Ces pièces doivent établir l'exploitation de la marque antérieure, au cours des cinq années précédant la demande de preuves d'usage, pour au moins l'un des produits ou services sur lesquels se fonde l'opposition ou faire état d'un juste motif de non-exploitation.* » ;

**Qu'**enfin, l'article R. 712-18 du code précité dispose que : « *La procédure d'opposition est clôturée ... 1° Lorsque l'opposant ... n'a fourni dans le délai imparti aucune pièce propre à établir que la déchéance de ses droits n'est pas encourue ...* ».

**CONSIDERANT** en l'espèce, que suite à l'invitation de la déposante de produire de telles pièces, la société opposante a notamment fourni, dans le délai imparti, des extraits de site Internet marchands (Amazon.fr, Spartoo.com) proposant à la vente des vêtements sous la marque AKÈ ainsi que des factures de vente de ces mêmes vêtements émises sur la période du 05/02/18 au 17/12/18 comportant la marque AKÈ et mentionnant des adresses en France ;

**Qu'**il résulte de l'examen de ces pièces que la société opposante a bien justifié d'un usage à titre de marque de la marque AKÈ pendant la période de référence exigée par les textes, pour au moins l'un des produits invoqués à l'appui de l'opposition ;

**Qu'**à cet égard, il importe peu contrairement à ce que soutient la déposante, que la marque AKÈ ne soit pas directement apposée sur les vêtements, dès lors que ces derniers sont clairement identifiés sur le site comme étant des vêtements « AKÈ » ;

**Que** si « *les captures d'écran du site marchand spartoo.com sont datées du 30 septembre 2019 et partant, postérieures à la demande de preuves d'usage présentée par la déposante dans ses premières observations* », comme le soulève la déposante, il n'en demeure pas moins que ces pages web concernent la collection printemps-été 2019, soit antérieurement à la date de demande de preuve d'usage (le 2 septembre 2019) ;

**Qu'en outre**, ne saurait prospérer l'argumentation de la déposante selon laquelle les documents fournis par la société opposante ne prouvent pas l'exploitation de la marque antérieure invoquée AKÉ, telle qu'enregistrée, puisque « *l'exploitation de la marque antérieure par l'opposante se fait manifestement par l'opposition du signe suivant : Akè* » ;

**Qu'en effet**, la substitution de l'accent aigu sur la lettre E finale par un accent grave n'altère pas le caractère distinctif du signe tel qu'enregistré ;

**Qu'il en va de même** de la présence de lettres minuscules dans le signe tel qu'exploité alors que le signe a été enregistré avec des lettres majuscules ; qu'en effet, cette modification qui ne présente aucune incidence phonétique, échappera aux consommateurs habitués à voir des termes des casses différentes ;

**Que** l'usage d'un signe sous une forme modifiée qui n'en altère pas le caractère distinctif en constitue un usage valable, ce qui est le cas en l'espèce où le signe AKÉ apparaît sous une forme très légèrement modifiée sur l'ensemble des documents fournis par la société opposante, comme établi ci-dessus ;

**Qu'à cet égard**, est inopérant l'argument de la déposante selon lequel : « *les éléments de preuve relatifs à une exploitation sur les sites marchands ne fait état que d'une possibilité de vente sur le territoire pertinent à destination du public français et non pas de ventes réelles* » ; qu'en effet, ces captures d'écran sont complétées par la fourniture de cinq factures qui montrent que des ventes ont bien eu lieu sur le territoire français pour au moins l'un des produits invoqués de la marque antérieure (voir notamment facture n°18\_FT00387/41 du 9 avril 2018, facture n°18\_FT01349/41 du 26 novembre 2018, facture n°18\_FT00071/41 du 5 février 2018) ;

**Qu'à cet égard**, il convient de rappeler qu'il n'est pas exigé que chaque pièce possède à elle seule, la capacité de prouver l'usage de la marque antérieure ; qu'ainsi, la preuve d'un tel usage peut se dégager d'une seule de ces pièces ou de la réunion d'un ensemble de documents ;

**Que** la déposante soulève le fait que « *l'opposante produit à titre de preuves d'usage, cinq factures émanant d'une société italienne tierce, la société italienne CARILLO FASHION SPA* » ;

**Que** toutefois, il importe peu que ces pièces n'émanent pas du titulaire de la marque antérieure dès lors que l'article L. 714-5 du Code de la propriété intellectuelle assimile à un usage sérieux l'usage de la marque par le titulaire ou avec son consentement, même implicite ;

**Que** la déposante fait valoir l'absence de bon de commande « *de nature à permettre de constater la vraisemblance des transactions* » ;

**Que** toutefois, en fournissant des visuels de produits extraits de sites marchands, ainsi que des factures datées sur lesquelles la marque AKÉ apparaît comme désignant au moins l'un des produits invoqués de la marque antérieure, la société opposante a bien satisfait à l'obligation qui lui a été faite par l'article R. 712-17 du Code de la propriété intellectuelle en vigueur au jour où l'opposition a été formée ;

**Qu'ainsi**, dès lors que des pièces datées sont fournies dans le délai imparti, qu'elles attestent d'un usage de la marque au cours des cinq années précédant la demande de preuves d'usage pour au moins l'un des produits sur lesquels se fonde l'opposition, il n'appartient pas à l'Institut dans le cadre de la présente procédure, d'apprécier la nature et l'origine de l'usage, ainsi que sa portée sur le maintien du droit à la marque, et prononcer le cas échéant sa déchéance totale ou partielle.

**CONSIDERANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de prononcer la clôture de la présente procédure.

## B.- AU FOND

### Sur la comparaison des produits

**CONSIDERANT** que l'opposition porte sur les produits suivants : « *Cuir ; malles et valises ; parapluies et parasols ; cannes ; fouets ; sellerie ; portefeuilles ; porte-monnaie ; porte-cartes de crédit [portefeuilles] ; sacs ; coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits « vanity cases » ; Sacs de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Vêtements ; chaussures ; chapellerie ; chemises ; vêtements en cuir ; ceintures (habillement) ; fourrures (vêtements) ; gants (habillement) ; foulards ; cravates ; bonneterie ; chaussettes ; chaussons ; chaussures de plage ; chaussures de ski ; chaussures de sport ; sous-vêtements ; Vêtements de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Maillot de football ; Chaussettes de football ; Legging ; Jogging ; Veste de survêtements ; Sweat-shirt ; Crampons de football ; Short de football ; Survêtements ; Veste de sport* ».

**Que** la décision de déchéance partielle prononcée par l'EUIPO à l'encontre de la marque antérieure ne prenant effet qu'à compter du 14 novembre 2019, c'est au regard du libellé couvert par la marque antérieure au jour du dépôt de la demande d'enregistrement qu'il convient d'apprécier si l'enregistrement de cette dernière est susceptible de porter atteinte à la marque antérieure ;

**Qu'**ainsi, le libellé de la marque antérieure invoquée à prendre en considération aux fins de la procédure d'opposition est le suivant : « *Cuir ; Malles et valises ; Parapluies et parasols ; Cannes ; Fouets et sellerie ; Coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits "vanity cases" ; Sacs de sport ; Porte-cartes [portefeuilles] ; Sacs à main ; Sacs [enveloppes, pochettes] en cuir pour l'emballage ; Sacs de campeurs ; Sacs de plage ; Sacs de voyage ; Sacs d'alpinistes ; Sacs à provisions ; Sacs à roulettes ; Sacs-housses pour vêtements pour le voyage ; Sacs à dos ; Vêtements, chaussures, chapellerie ; Vêtements en cuir ; Sous-vêtements ; Chaussures de sport ; Chaussons ; Chaussettes ; Chemises ; Ceintures [habillement] ; Cravates ; Foulards ; Gants [habillement] ; Leggings [pantalons] ; Bonneterie ; Fourrures [vêtements] ; Chaussures de plage ; Chaussures de football ; Chaussures de ski* ».

**CONSIDERANT** à titre liminaire, que ne saurait être retenu l'argument de la déposante développé dans ses observations en réponse au projet de décision selon lequel « *la déposante est une personne physique ayant lancé la première marque de vêtements et d'accessoires de football féminin, secteur sportif très spécialisé et ne se retrouvant pas sur les mêmes circuits de fabrication ni de distribution* » alors que « *l'opposante est une société italienne inconnue en France opérant dans le secteur du prêt à porter féminin et produisant des vêtements de catégorie moyenne pour femme* » ; qu'en effet, la comparaison des produits s'effectue uniquement en fonction de ceux tels que désignés dans les libellés en présence, indépendamment de leurs conditions d'exploitation réelles ou supposées.

**CONSIDERANT** que les produits suivants : « *Cuir ; malles et valises ; parapluies et parasols ; cannes ; fouets ; sellerie ; portefeuilles ; porte-monnaie ; porte-cartes de crédit [portefeuilles] ; sacs ; coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits « vanity cases » ; ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Vêtements ; chaussures ; chapellerie ; chemises ; vêtements en cuir ; ceintures (habillement) ; fourrures (vêtements) ; gants (habillement) ; foulards ; cravates ; bonneterie ; chaussettes ; chaussons ; chaussures de plage ; chaussures de ski ; chaussures de sport ; sous-vêtements ; Legging ; ; Sweat-shirt ; Crampons de football* » de la demande contestée apparaissent identiques et similaires aux produits invoqués de la marque antérieure, ce qui n'est pas contesté par la déposante.

**CONSIDERANT** que les produits suivants : « *Sacs de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme* » de la demande contestée, tout comme les « *sacs à mains* » de la marque antérieure, appartiennent à la catégorie générale des sacs ;

**Qu'**à cet égard, est inopérante l'argumentation de la déposante selon laquelle les produits en présence seraient distincts, les premiers étant limités « *à un domaine visé, à savoir le domaine du sport et devant transporter les articles de sport des sportifs* » ;

**Qu'en effet**, la limitation du libellé des produits de la demande d'enregistrement contestée ne saurait suffire à les faire échapper à la catégorie générale des « sacs » dont relèvent également les produits de la marque antérieure, et ainsi à leur nature commune ; qu'en effet, le libellé plus général de « sacs » recouvre l'ensemble des sacs, peu importe qu'ils soient exclusivement destinés à des sportifs, comme c'est le cas de ceux désignés par la demande d'enregistrement contestée ;

**Qu'ainsi**, et contrairement à ce que soutient la déposante, la limitation du libellé de la demande d'enregistrement n'est pas de nature à exclure le risque de confusion avec les produits couverts par la marque antérieure.

**Que** ces produits sont donc similaires, le public pouvant leur attribuer une même origine.

**CONSIDERANT** que les produits suivants de la demande contestée : « *Vêtements de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Maillot de football ; Chaussettes de football ; Legging ; Jogging ; Veste de survêtements ; Sweat-shirt ; Crampons de football ; Short de football ; Survêtements ; Veste de sport* » appartiennent à la catégorie générale des « vêtements ; chaussures » visée par la marque antérieure ;

**Que** le fait que certains des produits de la demande d'enregistrement soient spécifiquement destinés au football n'est pas de nature à les faire échapper aux catégories générales susvisées ;

**Qu'à cet égard**, ne saurait être retenu l'argument de la déposante selon lequel les « *Vêtements, chaussures ; chapellerie* » forment une catégorie générale trop large et partant revêtent un caractère générique dès lors que les produits de la marque antérieure s'entendent d'articles d'habillement ayant pour fonction et destination de recouvrir le corps humain pour le protéger contre diverses agressions, ou le parer ;

**Qu'ainsi**, ce libellé permet à toute personne d'en délimiter le contenu de façon immédiate, certaine et constante et apparaît ainsi suffisamment précis ;

**Que** ces produits sont donc similaires, le public pouvant leur attribuer une même origine.

**Qu'il n'y a pas lieu d'apprécier les autres liens de similarité effectués par la société opposante**, dès lors que la similarité entre les produits précités de la demande d'enregistrement et certains des produits de la marque antérieure a été constatée.

**CONSIDERANT** que les produits suivants de la demande contestée : « *chaussettes de football* » appartiennent à la catégorie générale des « chaussettes » de la marque antérieure ;

**Qu'à cet égard**, ne saurait être retenu l'argument de la déposante selon lequel les produits « chaussettes » serait une catégorie trop large dès lors que ce libellé est suffisamment précis pour permettre d'en apprécier le contenu et la portée ;

**Que** ces produits sont donc identiques, le public pouvant leur attribuer une même origine.

**CONSIDERANT** en conséquence, que les produits de la demande d'enregistrement, objets de l'opposition, sont identiques et similaires aux produits invoqués de la marque antérieure.

## Sur la comparaison des signes

**CONSIDERANT** que la demande d'enregistrement contestée porte sur le signe complexe ALKÉ, reproduit ci-dessous :

INCLUDEPICTURE "https://bases-marques.inpi.fr/Typo3\_INPI\_Marques/getImg?doc=4537635\_201919\_fmark&pos=001" \\* MERGEFORMATINET INCLUDEPICTURE "https://bases-marques.inpi.fr/Typo3\_INPI\_Marques/getImg?doc=4537635\_201919\_fmark&pos=001" \\* MERGEFORMATINET INCLUDEPICTURE "https://bases-marques.inpi.fr/Typo3\_INPI\_Marques/getImg?



doc=4537635\_201919\_fmark&pos=001" \\* MERGEFORMATINET

**Que** ce signe a été déposé en couleurs ;

**Que** la marque antérieure porte sur la dénomination AKÉ.

**CONSIDERANT** que la société opposante invoque l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté.

**CONSIDERANT** que l'imitation nécessite la démonstration d'un risque de confusion entre les signes, lequel doit donc être apprécié globalement à partir de tous les facteurs pertinents du cas d'espèce ; que cette appréciation globale doit, en ce qui concerne la similitude visuelle, auditive ou conceptuelle des marques en cause, être fondée sur l'impression d'ensemble produite par celles-ci, en tenant compte, notamment, de leurs éléments distinctifs et dominants.

**CONSIDERANT** qu'il résulte d'une comparaison globale et objective des signes que le signe contesté est composé d'un élément verbal, d'éléments figuratifs et de couleurs et la marque antérieure d'une dénomination unique.

**CONSIDERANT** que sur le plan visuel, l'élément verbal ALKÉ du signe contesté et l'élément verbal AKÉ, constitutif de la marque antérieure, sont de longueur semblable (respectivement quatre lettres et trois lettres) et ont en commun trois lettres (A, K et É) placées dans le même ordre et selon un rang très proche ;

**Que** surtout phonétiquement, les éléments verbaux ALKÉ et AKÉ se prononcent pareillement en deux temps et comportent la même sonorité d'attaque [a] et se terminent pas la même sonorité finale forte [ké] ce qui confère à ces signes des sonorités des plus proches ;

**Qu'**à cet égard et contrairement à ce que soutient la déposante, la syllabe la plus forte au sein des signes en présence est la syllabe finale [Ké] dominée par la lettre K très sonore ;

**Que** rien ne permet, à la déposante, d'affirmer que le consommateur percevra la marque antérieure comme l'expression française « à quai », cette évocation n'étant nullement évidente ;

**Que** la différence entre les dénominations ALKÉ et AKÉ, tenant à la seule présence de la lettre L au cœur du signe contesté et dont l'incidence phonétique apparaît faible, ne saurait écarter la perception très proche de celles-ci ;

**Que** les signes en cause se distinguent par ailleurs par la présence au sein du signe contesté d'éléments figuratifs et des couleurs ;

**Que** toutefois, la prise en compte des éléments distinctifs et dominants conduit à tempérer ces différences ;

**Qu'en effet**, au sein du signe contesté, le terme ALKÉ, distinctif au regard des produits en cause, présente un caractère dominant en tant que seul élément verbal par lequel la marque sera désignée ;

**Qu'en outre**, au sein du signe contesté, la présentation particulière du terme ALKÉ (« *les barres centrales de la première et de la dernière lettre (A et E) ont été effacées* ») et la présence d'un élément figuratif représentant un colibri, situé sur une ligne supérieure n'altèrent nullement la perception immédiate de ce terme ALKÉ ;

**Qu'à cet égard**, il n'est pas démontré que, l'élément figuratif représentant un colibri sera perçu par le consommateur comme le symbole de « *la vitesse, la prouesse, la diversité, l'élégance et le dépassement de soi* » ;

**Qu'intellectuellement**, rien ne permet davantage d'affirmer que le consommateur percevra la signification grecque « *confiant dans sa force* » et la référence à la mythologie grecque au sein du signe contesté ALKÉ, cette évocation n'étant nullement évidente ;

**Qu'il en va de même** de la marque antérieure, dès lors que rien ne permet d'affirmer que le consommateur percevra la marque antérieure comme une référence à un patronyme africain, américain ou un prénom d'Europe du Nord, cette évocation n'étant nullement évidente ;

**Que** le signe contesté constitue donc l'imitation de la marque antérieure.

**CONSIDERANT** ainsi qu'en raison de l'imitation de la marque antérieure par le signe contesté et de l'identité et de la similarité des produits en cause, il existe un risque de confusion sur l'origine de ces marques pour le consommateur des produits concernés ;

**Que** le signe complexe ALKÉ ne peut donc pas être adopté comme marque pour désigner de tels produits sans porter atteinte aux droits antérieurs de la société opposante sur la marque verbale AKÉ.

## PAR CES MOTIFS

### DECIDE

**Article 1 :** L'opposition est reconnue justifiée en ce qu'elle porte sur les produits suivants : « *Cuir ; malles et valises ; parapluies et parasols ; cannes ; fouets ; sellerie ; portefeuilles ; porte-monnaie ; porte-cartes de crédit [portefeuilles] ; sacs ; coffrets destinés à contenir des articles de toilette dits « vanity cases » ; Sacs de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Vêtements ; chaussures ; chapellerie ; chemises ; vêtements en cuir ; ceintures (habillement) ; fourrures (vêtements) ; gants (habillement) ; foulards ; cravates ; bonneterie ; chaussettes ; chaussons ; chaussures de plage ; chaussures de ski ; chaussures de sport ; sous-vêtements ; Vêtements de sport, ces produits n'ayant pas rapport avec le cyclisme ; Maillot de football ; Chaussettes de football ; Legging ; Jogging ; Veste de survêtements ; Sweat-shirt ; Crampons de football ; Short de football ; Survêtements ; Veste de sport* ».

**Article 2 :** La demande d'enregistrement est partiellement rejetée pour les produits précités.